



### *Déclaration liminaire CTL du 16/11/2020*

Madame la Présidente,

Comme nombre de pays, la France fait face à une crise sanitaire inédite et inégalée par son ampleur depuis plus d'un siècle.

Cette crise sanitaire ne fait qu'accroître la crise sociale déjà présente, mais déclenche également une crise économique sans précédent.

Cette pandémie aura permis de montrer à quel point les services publics sont nécessaires, à quel point il est important d'avoir des fonctionnaires en nombre suffisant, et dotés des matériels adéquats, pour assurer le bon fonctionnement du pays.

Toutes les Administrations sont essentielles à la vie de nos concitoyens sur le plan sanitaire et économique, pour le «vivre ensemble», et en termes d'égalité et d'équité de traitement.

La prise de conscience est une chose, mettre les actes et les moyens en adéquation en est une autre. Et là, le compte n'y est pas !

Malgré les inquiétudes et le mécontentement, malgré le besoin vital d'un service public humain de proximité, malgré les enjeux colossaux en matière de finances publiques, et malgré la crise économique qui se profile, les pouvoirs publics reprennent les restructurations au sein de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour **Solidaires Finances Publiques**, il est indispensable qu'une présence forte de la DGFIP demeure sur le territoire, et permette un véritable soutien, et un accès physique aisé à tous nos services, aux populations.

En effet, il faut gérer à la fois les conséquences de la crise sanitaire, et les tâches de gestion courantes.

Tout cela ne peut s'envisager avec des restructurations qui désorganiseront la DGFIP, et mettront en danger ses missions.

Nous tenons à vous rappeler qu'à l'instar des différents baromètres publiés sans honte par la Direction Générale, et sans commentaire, puisqu'ils leur donnent tort, le moral des personnels est en berne : démotivation, sentiment d'inutilité, manque de perspective, que ce soit dans le travail ou en termes de carrière, incertitude quant à l'avenir professionnel.

**Solidaires Finances Publiques** condamne la fin du maillage territorial des services des Finances Publiques. L'appellation «Nouveau Réseau de Proximité» n'est qu'une justification politiquement correcte de la destruction de nos services.

Le démantèlement programmé de notre Administration est en route. Bientôt, des missions seront bradées à d'autres organismes publics, voire au privé, et nous finirons par ne plus en garder que la portion congrue.

*Solidaires Finances Publiques 52, réitère, au nom des agents qu'ils représentent, la revendication de l'abandon des restructurations en cours, et a minima leurs suspensions immédiates.*

*Dans ces conditions, les représentants du personnel ici présents en audio, refusent de siéger à ce CTL.*